

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

DÉPARTEMENT DU CALVADOS

VILLE DE GIBERVILLE



RÈGLEMENT INTÉRIEUR

DU CONSEIL MUNICIPAL

2026 - 2032

Adopté par délibération le 5 juin 2026
*Conformément aux articles L. 2121-8 et suivants du
Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-211403019-20260605-2026060503-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/06/2026

SOMMAIRE

CHAPITRE I : Réunions du Conseil Municipal

Article 1 : Périodicité des séances

Article 2 : Convocations

Article 3 : Ordre du jour

Article 4 : Accès aux dossiers

Article 5 : Questions orales

Article 6 : Questions écrites

CHAPITRE II : Commissions et comités consultatifs

Article 7 : Bureau municipal

Article 8 : Commissions municipales

Article 9 : Fonctionnement des commissions municipales

Article 10 : Commissions d'appels d'offres

CHAPITRE III : Tenue des séances du Conseil Municipal

Article 11 : Présidence

Article 12 : Quorum

Article 13 : Mandats

Article 14 : Secrétariat de séance

Article 15 : Accès et tenue du public

Article 16 : Enregistrement des débats

Article 17 : Séance à huis clos

Article 18 - Police de l'Assemblée

CHAPITRE IV : Débats et votes des délibérations

Article 19 : Déroulement de la séance

Article 20 : Débats ordinaires

Article 21 : Débat d'orientation budgétaire

Article 22 : Suspension de séance

Article 23 : Amendements

Article 24 : Référendum local

Article 25 : Consultation des électeurs

Article 26 : Votes

Article 27 : Clôture de toute discussion

CHAPITRE V : Procès-verbal des débats et des décisions

Article 28 : Procès-verbaux

CHAPITRE VI : Dispositions diverses

Article 29 : Prévention et gestion des conflits d'intérêts

Article 30 : Autorisation d'absence et crédit d'heures pour l'exercice du mandat municipal

Article 31 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux

Article 32 : Expression des groupes politiques et des élus

Article 33 : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs

Article 34 : Retrait d'une délégation à un adjoint

Article 35 : Modification du règlement

Article 36 : Application du règlement

Article 37 - Dispositions diverses

CHAPITRE I : Réunions du Conseil Municipal

Article 1 : Périodicité des séances

Conformément aux dispositions législatives en vigueur, le Conseil Municipal est tenu de se réunir selon une périodicité minimale trimestrielle.

Lors du renouvellement intégral de l'assemblée délibérante, la séance inaugurale s'établit de plein droit dans un intervalle temporel strict : elle doit intervenir au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le scrutin ayant permis l'élection complète du Conseil.

La compétence de convocation s'articule autour des modalités suivantes :

- **À l'initiative de l'exécutif** : Le Maire dispose de la faculté de réunir le Conseil Municipal dès lors qu'il en juge l'utilité pour la conduite des affaires de la commune ;
- **À la demande des conseillers municipaux** : Le Maire est assujetti à une obligation de convocation, dans un délai de trente jours, lorsqu'il est saisi d'une requête motivée émanant du tiers au moins des conseillers municipaux ;
- Par décision du Représentant de l'État dans le département ;

En situation d'urgence avérée, le Préfet est habilité à abréger ce délai de convocation afin de garantir la continuité de l'action publique.

Article 2 : Convocations

Sauf exception, le Conseil Municipal est réuni le lundi à 18h30. En cas de nécessité, il pourra être dérogé à cette règle.

Toute convocation est faite par le Maire, 5 jours francs avant la date de la séance.

Celle-ci est mentionnée au registre des délibérations présent sur le site internet de la commune, affichée en mairie et publiée par voie de presse.

Elle est également transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

Cette convocation comprend l'ordre du jour provisoire, le procès-verbal de la séance précédente du Conseil Municipal, ainsi que les notes explicatives de synthèse des affaires soumises au Conseil Municipal et les projets de délibérations.

Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient en principe à la mairie.

Y figure également le nom du conseiller appelé à remplir les fonctions de Secrétaire de séance. Il est pris dans l'ordre du tableau.

Toutefois, un conseiller qui, pour une raison quelconque, ne pourrait remplir sa fonction de Secrétaire, entrera dans le tour dès la séance suivante avant les autres conseillers. La convocation prévoira un Secrétaire suppléant en cas d'absence du titulaire.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil Municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 3 : Ordre du jour

Le Maire fixe l'ordre du jour.

Ce dernier est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-211403019-20260605-2026060503-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet - 09/06/2026

Article 4 : Accès aux dossiers

Tout membre du Conseil Municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération (article L2121-13-1 du CGCT)

La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

Durant les 5 jours précédant la séance, et le jour de la séance, les conseillers municipaux peuvent consulter les dossiers préparatoires en mairie, et uniquement aux heures ouvrables.

Les conseillers qui voudront consulter les mêmes dossiers en dehors des heures ouvrables devront adresser au Maire une demande écrite.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Si la délibération concerne un contrat de service public ou un marché public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal.

Celui-ci en fait la demande 48 heures avant et prend rendez-vous.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du Conseil Municipal auprès de l'administration communale, devra se faire sous couvert préalable du Maire ou du premier adjoint, sous réserve de l'application de l'article L.2121-12-2 du CGCT.

De même, toute personne physique ou morale a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du Conseil Municipal, des budgets, des comptes de la commune et des arrêtés municipaux.

Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

Article 5 : Questions orales

Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance des questions orales sur des sujets qui ne sont pas inscrits à l'ordre du jour, mais ayant trait aux affaires de la commune (article L2121-19 du CGCT).

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général.

Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux présents.

Le texte des questions (sujet précis sur lequel elles portent) est adressé au Maire 48 heures au moins avant une séance du Conseil Municipal et fait l'objet d'un accusé de réception.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

De même, et si le nombre, l'importance ou la nature des questions le justifie, le Maire peut décider de les traiter lors de la séance ultérieure la plus proche.

Lors de cette séance, le Maire ou l'adjoint compétent répond aux questions posées oralement par les conseillers municipaux.

Article 6 : Questions écrites, motions et vœux

Chaque membre du Conseil Municipal peut adresser au Maire des questions écrites, motions et vœux sur toute affaire ou tout problème concernant la commune ou l'action municipale.

Ces éléments doivent être transmis dans un délai permettant leur intégration au dossier du Conseil Municipal (soit un minimum de 10 jours avant la tenue de la séance sauf en cas d'urgence motivée par l'actualité).

CHAPITRE II : Commissions et comités consultatifs

Article 7 : Bureau municipal

Le Bureau Municipal comprend le Maire, les adjoints et les conseillers municipaux délégués.

Peuvent y assister le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint, le Directeur des Services Techniques et éventuellement toute autre personne qualifiée dont la présence est souhaitée par le Maire.

La séance du Bureau Municipal n'est pas publique.

Cette réunion qui se tient, si possible une fois tous les quinze jours, a pour objet d'examiner les affaires courantes et de préparer les décisions qui sont du ressort de la municipalité.

Article 8 : Commissions municipales

Le Conseil Municipal peut former des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres (article L2121-22 du CGCT).

Elles sont convoquées par le Maire, qui en est le président de droit. Lors de la première réunion, les commissions désignent un vice-président, sur proposition du Maire, qui peut les convoquer et les présider si le Maire est absent ou empêché.

Chaque membre de commission s'engage à conserver le caractère confidentiel des informations, rapports techniques, affaires et données diverses, débats ou échanges de toute nature.

La composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Les commissions municipales sont les suivantes, et se composent des membres du Conseil ci-après référencés :

Commission Personnel - Finances Générale - Administration	Damien de WINTER Sara ROUZIÈRE Bruno LECOEUR Monique BOBLIN Danièle DUCRET Olivier VELASQUEZ Marie-France LEBON Bénédicte BLOYET Julien de CURRAIZE
Commission Affaires scolaires – Jeunesse	Damien de WINTER Sara ROUZIÈRE Nicolas RICHTER Lilian LEBON Danièle DUCRET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-211403019-20260605-2026060503-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet - 09/06/2026

	Solène BOUILLET Sophie SAKO Ludovic LEDUC Patricia FREIDOZ Magali LE BLAIS Angélique MAHEUT Stéphanie SAUVAGE
Commission Travaux – Espaces Verts - Environnement – Urbanisme	Damien de WINTER Bruno LECOEUR Bertrand VERSTRAETE Ludovic LEDUC Lilian LEBON Patrick DESVAGES Marie MARCATTE Olivier VELASQUEZ Bastien HERGAS Bénédicte BLOYET Quentin CALBRIS Christophe LELIEVRE
Commission Culture – Communication	Damien de WINTER Monique BOBLIN Sophie MOBASHER Anne-Marie LEBIDOIS Olivier VELASQUEZ Marie-France LEBON Marie MARCATTE Bastien HERGAS Magali LE BLAIS Quentin CALBRIS Stéphanie SAUVAGE
Commission Sports	Damien de WINTER Lilian LEBON

	Sophie MOBASHER Christophe BISSEY Patrick DESVAGES François PAPOUIN Bastien HERGAS Nicolas RICHTER Julien de CURRAIZE
Commission Manifestations – Cérémonies – Vie locale	Damien de WINTER Sophie MOBASHER Patricia FREIDOZ Patrick DESVAGES Marie-France LEBON François PAPOUIN Matthieu BRUMENT Sophie SAKO Julien de CURRAIZE

Article 9 : Fonctionnement des commissions municipales

Le Conseil Municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siégeront.

La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du vice- président.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au Conseil Municipal.

La commission se réunit sur convocation du Maire ou du Vice-président.

Il est toutefois tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque conseiller par mail 5 jours avant la tenue de la réunion, sauf urgence.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.

Sauf décision contraire du Maire, notamment en cas d'urgence, toute affaire soumise au Conseil Municipal doit être préalablement étudiée par une commission.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.

Elles statuent à la majorité des membres présents.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-211403019-20260605-2026060503-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet - 09/06/2026

Elles élaborent un rapport sur les affaires étudiées. Ce rapport est communiqué à l'ensemble des membres du conseil.

Article 10 : Commissions d'appels d'offres

Il est constitué une commission d'appel d'offres à caractère permanent.

Une commission spécifique peut aussi être constituée pour la passation d'un marché déterminé. Elle est constituée du Maire ou son représentant, président, et cinq membres du Conseil Municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à la désignation ou à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

L'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste.

Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral de la commission d'appel d'offres lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues à l'alinéa précédent, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Ont voix délibérative les membres titulaires ou les membres suppléants remplaçant un titulaire. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

La commission d'appel d'offres peut faire appel au concours d'agents du pouvoir adjudicateur compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

Peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres :

1° Un ou plusieurs membres des services municipaux compétents du pouvoir adjudicateur ou d'un autre pouvoir adjudicateur pour suivre l'exécution des travaux ou effectuer le contrôle de conformité lorsque la réglementation impose le concours de tels services ou lorsque le marché porte sur des travaux subventionnés par l'Etat ;

2° Des personnalités désignées par le président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation ;

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission d'appel d'offres, le comptable public et un représentant du directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres.

Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Les conditions d'intervention de cette commission sont régies conformément aux dispositions du chapitre II du Titre III du Nouveau Code des marchés publics.

CHAPITRE III : Tenue des séances du Conseil Municipal

Article 11 : Présidence (article L2121-14 du CGCT)

Le Maire préside le Conseil Municipal. En cas d'absence ou d'empêchement, le Maire est remplacé par le premier adjoint et, en cas d'absence de ce dernier, par l'Adjoint dans l'ordre du tableau, puis les Conseillers municipaux.

La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du Conseil Municipal (article L2122-8 du CGCT).

Pour toute élection du Maire ou des adjoints, les membres du Conseil Municipal sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12.

La convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé.

Avant cette convocation, il est procédé aux élections qui peuvent être nécessaires pour compléter le Conseil Municipal.

Si, après les élections complémentaires, de nouvelles vacances se produisent, le Conseil Municipal procède néanmoins à l'élection du Maire et des adjoints, à moins qu'il n'ait perdu le tiers de ses membres.

Dans les séances où le compte financier unique est débattu, le Conseil Municipal élit son président.

Dans ce cas, le Maire peut assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Le Maire procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote.

Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article 12 : Quorum

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le Conseil Municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle.

Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération.

Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le Maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum. Le quorum est de 15.

Article 13 : Mandats – Pouvoir (article L2121-20 du CGCT)

Un conseiller municipal, empêché d'assister à une séance, peut donner à un collègue de son choix, pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable.

Le mandataire remet la délégation de vote ou mandat au président de séance lors de l'appel du nom du conseiller empêché.

La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au Maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 14 : Secrétariat de séance (article L212-15 du CGCT)

Au début de chacune de ses séances, le Conseil Municipal désigne le secrétaire de séance, selon l'ordre établi par la feuille de présence. Ainsi, chaque conseiller, au cours du mandat, sera amené à remplir ces fonctions.

Le secrétaire de séance procède à l'appel des conseillers à l'ouverture de la séance, assiste le Maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins.

Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Les agents municipaux ne prennent la parole que sur invitation expresse du Maire et restent tenus à l'obligation de réserve.

Article 15 : Accès et tenue du public (article L2121-18-1 du CGCT)

Les séances des conseils municipaux sont publiques.

Aucune personne, autre que les membres du Conseil Municipal ou de l'administration municipale, ne peut pénétrer dans l'enceinte du conseil sans y avoir été autorisée.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle.

Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Le Maire peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Article 16 : Enregistrement des débats (article L2121-18-3 du CGCT)

Sans préjudice des pouvoirs que le Maire tient de l'article L. 2121-16, les séances du Conseil Municipal peuvent être retransmises par des moyens de communication audiovisuelle.

Toutefois, le Maire peut interdire cette retransmission s'il peut justifier que celle-ci entraîne des pratiques de nature à troubler le bon ordre des travaux du Conseil Municipal, et porter atteinte à la sérénité des débats.

Article 17 : Séance à huis clos (article L2121-18-2 du CGCT)

Sur la demande de trois membres ou du Maire, le Conseil Municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du Conseil Municipal.

Lorsqu'il est décidé que le Conseil Municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 18 : Police de l'Assemblée (article L2121-16 du CGCT)

Le Maire (ou son remplaçant) a seul la police de l'assemblée.

Il appartient au Maire ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

Les téléphones portables devront être paramétrés en mode silencieux. Cette disposition ne s'applique pas à l'élu(e) d'astreinte

Par ailleurs, le Maire peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit (propos injurieux ou diffamatoires), il en dresse procès-verbal et le Procureur de la République en est immédiatement saisi.

Les infractions au dit règlement, commises par les membres du Conseil Municipal, font l'objet des sanctions suivantes, prononcées par le Maire :

- Rappel à l'ordre : est rappelé à l'ordre tout conseiller qui entrave le déroulement de la séance, de quelques manières que ce soit ;
- Rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal : est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal tout conseiller qui aura encouru un premier rappel à l'ordre, au cours de la même séance ;

Lorsqu'un conseiller a été rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal, le Conseil Municipal peut, sur proposition du Maire, décider de lui interdire la parole, pour le reste de la séance.

Le Conseil Municipal se prononce à main levée, sans débat.

- Suspension et Expulsion : si ledit membre du Conseil Municipal persiste à troubler les travaux de l'assemblée, le Maire peut le suspendre de la séance et l'expulser.

CHAPITRE IV : Débats et votes des délibérations

Le Conseil Municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.

Il donne son avis toutes les fois que celui-ci est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département.

Le Conseil Municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

Article 19 : Déroulement de la séance

Le Maire, à l'ouverture de la séance, demande au Conseil Municipal de :

- confirmer la désignation du secrétaire de séance ;
- demande à ce dernier de procéder à l'appel des conseillers ;
- constate le quorum ;
- proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint ;
- cite les pouvoirs reçus ;

Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le Maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour. Seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Il peut aussi soumettre au Conseil Municipal des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale.

Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil Municipal.

Le Maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Le Maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du Conseil Municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du CGCT.

Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le Maire.

Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Maire lui-même ou de l'adjoint compétent.

De même, un tiers peut intervenir en séance, à la demande du Maire, afin de présenter un dossier à l'ordre du jour du Conseil Municipal (DGFIP, architecte, partenaires ...).

Article 20 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le Maire aux membres du Conseil Municipal qui la demandent, et uniquement après avoir levé la main pour se signaler.

Aucun membre du Conseil Municipal ne peut prendre la parole, sans l'avoir obtenue du Maire, et même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres du Conseil Municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un membre du Conseil Municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Maire qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 18.

Au-delà de trois minutes d'intervention, le Maire peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 21 : Débat d'orientation budgétaire (article L2312-1 du CGCT)

Le budget de la Ville est proposé par le Maire, et voté par le Conseil Municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Le Débat d'Orientations Budgétaires est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre.

Il fait l'objet d'une publication et d'une mise en ligne sur le site internet de la commune.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement.

Le rapport est mis à la disposition des conseillers en mairie 5 jours au moins avant la séance.

Il est accompagné des annexes aux documents budgétaires prévus par les lois et règlements en vigueur.

Article 22 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le Maire ou son représentant, qui peut mettre aux voix toute demande émanant d'un membre du conseil.

Il revient au Maire ou à son représentant de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 23 : Amendements

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au Conseil Municipal.

Les amendements ou contre-projets doivent être présentés par écrit au Maire, 24 h avant la séance. Le Conseil Municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

Article 24 : Référendum local

L'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à référendum local, tout projet de délibération tendant à régler une affaire de la compétence de cette collectivité (article L.0.1112-1 du CGCT).

Le bureau municipal peut seul proposer au Conseil Municipal de soumettre à référendum local tout projet d'acte relevant des attributions qu'il exerce, à l'exception des projets d'acte individuel (article L.0.1112-2 du CGCT).

Le Conseil Municipal, par une même délibération, détermine les modalités d'organisation du référendum local, fixe le jour du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois avant la transmission de la délibération au représentant de l'Etat, convoque les électeurs et précise l'objet d'acte ou de délibération soumis à l'approbation des électeurs (article L.0.1112-3-1 du CGCT).

Article 25 : Consultation des électeurs (article L.1112-15 du CGCT)

Les électeurs peuvent être consultés sur les décisions que le Conseil Municipal envisage de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de celui-ci.

La consultation peut être limitée aux électeurs d'une partie de la commune, pour les affaires l'intéressant spécialement.

Un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales, peuvent demander à ce que soit inscrite à l'ordre du jour du Conseil Municipal, l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de sa décision (article L1112-16 du CGCT).

Dans l'année, un électeur ne peut signer qu'une seule demande tendant à l'organisation d'une consultation pour la commune.

La décision d'organiser la consultation appartient au Conseil Municipal.

L'assemblée délibérante de la collectivité territoriale arrête le principe et les modalités d'organisation de la consultation. Sa délibération indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis.

Elle fixe le jour du scrutin et convoque les électeurs. Elle est transmise deux mois au moins avant la date du scrutin au représentant de l'Etat.

La Ville pourra adapter les modalités de consultation grâce aux nouvelles technologies.

Article 26 : Votes

Le Conseil Municipal vote de l'une des quatre manières suivantes :

- à main levée ;
- par assis et levé ;
- au scrutin public par appel nominal ;

- au scrutin secret.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent, s'il est nécessaire, le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

En cas de vote à main levée, les conseillers mandataires de leurs collègues empêchés, prendront part au vote pour leur mandant en levant les deux mains.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage, sauf dans le cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante (article L2121-20 du CGCT).

Le Conseil vote habituellement à main levée.

Le vote a lieu au scrutin public sur la demande du quart des membres présents. Les noms des votants, avec la désignation de leurs votes, sont insérés au procès-verbal.

Il est procédé au vote à bulletin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame et, obligatoirement, pour une nomination ou une présentation (article L2121-21 du CGCT).

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Les bulletins blancs ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Article 27 : Clôture de toute discussion

Les membres du Conseil Municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Maire.

Il appartient au président de séance, seul, de mettre fin aux débats.

Un membre du Conseil peut demander qu'il soit mis fin à toutes discussions, et qu'il soit procédé au vote.

CHAPITRE V : Procès-verbaux des débats et des décisions

Article 28 : Procès-verbaux (article L2121-23 du CGCT)

Les délibérations sont inscrites par ordre de date. Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

La signature est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, après l'ensemble des délibérations.

Les séances publiques du Conseil Municipal donnent lieu à l'établissement du procès-verbal des débats sous forme synthétique.

Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du Conseil Municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent. Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Dans le cas où l'intervalle trop court entre deux séances ne permettrait pas de rédiger et de diffuser auprès des Conseillers le procès-verbal de la dernière séance, il serait arrêté et signé lors d'une séance ultérieure sans que le délai puisse excéder trois mois.

Les membres du Conseil Municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal.

La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

CHAPITRE VI : Dispositions diverses

Article 29 : Prévention et gestion des conflits d'intérêts

Conformément aux articles L.1111-1-1 et suivants du CGCT, ainsi qu'aux dispositions issues du statut de l'élu local, les conseillers municipaux veillent à prévenir ou à faire cesser toute situation de conflit d'intérêts.

Constitue un conflit d'intérêts toute situation dans laquelle un intérêt personnel, direct ou indirect, est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif du mandat.

Ne constitue pas un conflit d'intérêts la seule interférence entre deux intérêts strictement publics, légalement définis et exercés dans le cadre de fonctions publiques.

La simple présence d'un conseiller municipal lors des débats ne saurait, à elle seule, caractériser une participation à la décision au sens des règles pénales applicables.

Toutefois, en début et tout au long du mandat, les conseillers municipaux transmettent au Maire la liste des entreprises et associations dans lesquelles ils sont présents.

Sur cette base, le Maire prend des arrêtés de déport des conseillers intéressés à l'affaire.

Lorsqu'un conseiller municipal est concerné par une affaire, il a obligation de se déporter lors des délibérations et des prises de décisions des organes dans lesquels il siège afin de prévenir les situations de prise illégale d'intérêts ou de conflits d'intérêts.

La délibération devra mentionner la non-participation des membres intéressés.

Article 30 : Autorisation d'absence et crédit d'heures pour l'exercice du mandat municipal

Conformément aux dispositions du CGCT et du Code du travail relatives à l'exercice des mandats locaux, les conseillers municipaux salariés bénéficient de facilités leur permettant d'exercer leur mandat.

Les conseillers municipaux qui exercent une activité professionnelle salariée ont droit, auprès de leur employeur, à des autorisations d'absence afin de participer :

- Aux séances du Conseil Municipal ;
- Aux réunions des commissions municipales dont ils sont membres ;
- Aux réunions des organismes dans lesquels ils représentent la commune, lorsque cette désignation résulte d'une décision du Conseil Municipal ou du Maire.

Ces autorisations d'absence sont de droit. L'élu doit informer son employeur de la date et de la durée prévisible de l'absence dès qu'il en a connaissance et peut produire la convocation correspondante.

Par ailleurs, les conseillers municipaux salariés disposent également d'un crédit d'heures trimestriel destiné à leur permettre de préparer les réunions et d'exercer leur mandat.

Le volume de ce crédit d'heures est fixé par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en fonction notamment de la taille de la commune et des fonctions exercées par l'élu.

L'utilisation de ce crédit d'heures est de droit. L'élu informe son employeur préalablement à son utilisation.

L'exercice du mandat municipal ne peut constituer un motif de sanction, de licenciement ou de discrimination professionnelle.

Article 31 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux (article L2121-27 du CGCT)

Les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale et qui en font la demande, peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun.

Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à accueillir des réunions publiques.

Article 32 : Expression des groupes politiques et des élus (article L.2121-27-1 du CGCT)

Dans les communes de 1 000 habitants et plus, lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du Conseil Municipal sont diffusées par la commune, un espace est réservé à l'expression des « élus minoritaires ».

Par information générale, il faut entendre la communication sur les actions engagées par les autorités responsables de l'administration communale, la concrétisation de leurs choix politiques et leurs projets.

Dans ce cadre, un espace sera réservé au groupe de conseillers minoritaires dans le bulletin municipal pour y diffuser un article de 500 mots ou 3.200 caractères maximum (espaces compris et titre inclus),

Ainsi, l'espace est partagé à égalité entre toutes les listes politiques ayant obtenu des élus à ladite élection, étant entendu que la liste majoritaire dispose aussi d'un espace au sein de la page.

Le texte devra être envoyé dactylographié sous un format numérique standard pour le traitement de texte (Word, OpenOffice...)

L'article fourni sera présenté dans le bulletin sous une mise en forme standard (texte justifié).

Les documents destinés à la publication sont remis au Maire via le service communication sur support numérique à l'adresse courriel «communication@giberville.fr» ou toute adresse s'y substituant, au plus tard dans les 15 jours précédant la date de publication prévue.

Une fois transmis, les textes ne peuvent plus alors être modifiés dans leur contenu par leurs auteurs.

Le directeur de la publication est Monsieur le Maire. Il se réserve le droit de modifier un texte qui méconnaîtrait les dispositions de la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 (contenu diffamatoire, outrageant...) et en informe les auteurs.

Tout texte comportant des risques de troubles à l'ordre, à la sécurité et à la tranquillité publique, ayant un caractère diffamatoire, injurieux ou manifestement outrageant, ou dont le contenu porte atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne, de nature à engager la responsabilité pénale du Maire, ne sera pas publié.

Par conséquent, l'expression des groupes politiques s'exerce librement dans le respect des principes de pluralisme, de neutralité du service public, de dignité du débat démocratique et de la législation en vigueur.

Article 33 : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs (article L.2121-33 du CGCT)

Le Conseil Municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs.

La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Par ailleurs, et quand il y a lieu, pour quelque cause que ce soit, à une nouvelle élection du Maire, il est procédé à une nouvelle élection des adjoints, ainsi que des délégués de la commune au sein d'organismes extérieurs.

A cette occasion, les délégués en poste peuvent être soit reconduits expressément dans leur fonction, soit remplacés.

Article 34 : Retrait d'une délégation à un adjoint (article L.2122-18-3)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-211403019-20260605-2026060503-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet - 09/06/2026

Lorsque le Maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions.

Un adjoint, privé de délégation par le Maire et non maintenu dans ses fonctions d'adjoint (officier d'état civil et officier de police judiciaire) par le Conseil Municipal, redevient simple conseiller municipal.

Le Conseil Municipal peut décider que l'adjoint nouvellement élu occupera la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau.

Article 35 : Modification du règlement

Le présent règlement peut être modifié par délibération du Conseil Municipal, à la demande et sur proposition du Maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

Article 36 : Application du règlement

Le présent règlement devra être adopté à chaque renouvellement du Conseil Municipal dans les six mois qui suivent son installation.

Il entre en vigueur dès son adoption par le Conseil Municipal.

Dans l'attente de son adoption, le règlement intérieur de l'assemblée sortante continue de s'appliquer.

Article 37 : Dispositions diverses

Les modalités de fonctionnement du Conseil Municipal portant sur des points particuliers et qui ne seraient pas explicitement définies dans le présent règlement seront arrêtées conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et à la Jurisprudence.

Tout changement de la législation ou de la réglementation entraîne obligatoirement la modification du règlement intérieur du Conseil Municipal sans faire l'objet d'une délibération

Le présent règlement sera imprimé et un exemplaire sera remis à chaque membre du Conseil Municipal.